

Patrick Martin : « L'inertie de ceux qui ne veulent pas voir la réalité (...) est insupportable »

« “La France ne peut se permettre un tel immobilisme jusqu'en 2027” », titre *Le Figaro* qui, en Une de son cahier Economie, ouvre ses colonnes à **Patrick Martin** lequel déplore que la politique de l'offre soit remise en cause. « La France vit dans un état de léthargie et 84 % de nos adhérents sont inquiets ou pessimistes pour l'avenir, ce qui n'était pas arrivé depuis le Covid », constate-t-il, ajoutant : « nous ne sommes malheureusement pas en train de réindustrialiser le pays ». Il exige des pouvoirs publics « qu'ils se ressaisissent. Et traitent enfin cette hypothermie qui paralyse la France. » Et invite le gouvernement « à rétablir la confiance des entreprises dans la parole de l'Etat ». Il rappelle que le report de la suppression de la CVAE a été, pour les entreprises, « un traumatisme ». « Nous serons attentifs aux signaux envoyés dès le mois de juillet : nous avons été dupés une fois, ça ne doit pas se reproduire », ajoute-t-il. « Les Français pensent désormais majoritairement qu'il ne faut pas plus taxer les entreprises », précise encore **Patrick Martin**, qui avance ses solutions pour redresser les finances publiques : « que la sphère publique commence par regarder la poutre dans son œil, avant la paille dans le nôtre », déclare-t-il, souhaitant « un plan chiffré de baisse des dépenses courantes de l'Etat ». Effaré de « voir qu'il n'a aucune stratégie claire de digitalisation », il s'interroge aussi sur « la simplification qu'on nous promet depuis des années ». Pour le président du Medef, la « bascule vers une sorte de TVA sociale est inéluctable si l'on veut préserver notre modèle français. Tout le monde y serait gagnant ». Interrogé sur le conclave des retraites, il estime qu'il n'a pas été un échec et a eu la vertu de « clarifier le débat ». Sur l'annonce d'Emmanuel Macron de reprendre des discussions sur la qualité du travail, il précise que la priorité du **Medef**, c'est « la quantité de travail parce qu'elle détermine la production, et donc la prospérité collective ». « Il faut parler des transitions professionnelles mais, surtout, de l'emploi des jeunes », souligne encore **Patrick Martin** qui veut aller « au bout de la réforme des lycées professionnels », « réformer le premier cycle universitaire », ou encore se battre « pour que cessent les attaques contre les aides à l'apprentissage ». Il signale encore « l'exaspération collective » autour des dérives normatives européennes, concluant que face aux menaces extérieures, il se sent « plus optimiste sur la relative capacité de l'Europe à se ressaisir que sur celle de la France ». (*Le Figaro*, p.22)